



MONT DE MARSAN AGGLOMÉRATION	ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT N°2024/0394
SERVICE ÉMETTEUR Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	OBJET : Délégation de fonctions accordée à M. Philippe SAES, 4 ^{ème} Vice-Président. <hr/> Nomenclature Acte : 5.5 - Délégation de fonctions et de signature

Le Président de Mont de Marsan Agglomération,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5211-9 qui prévoit que le Président d'un établissement public de coopération intercommunale peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du bureau,

Vu le procès-verbal du Conseil Communautaire en date du 15 juillet 2020 élisant Monsieur Charles DAYOT, Président de Mont de Marsan Agglomération,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 15 juillet 2020 portant délégation d'attributions au Président,

Vu le procès-verbal du Conseil Communautaire en date du 15 juillet 2020 élisant Monsieur Philippe SAES 5^{ème} Vice Président,

Vu l'arrêté n°2021/1298 en date du 5 octobre 2021 portant délégation de fonctions à Monsieur Philippe SAES,

Considérant la démission de Madame Catherine DEMEMES de ses fonctions de Vice-Présidente et de conseillère communautaire acceptée par Madame la Préfète des Landes le 16 mai 2024,

Considérant que, par délibération en date du 4 juin 2024, le conseil communautaire a modifié le nombre de postes de vice-présidents en le portant à 12,

Considérant, que par suite, Monsieur Philippe SAES occupe désormais le rang de 4^{ème} Vice-Président,

Considérant la nécessité, pour la bonne marche des affaires communautaires, de modifier la délégation de fonctions du Président au bénéfice de Monsieur Philippe SAES 4^{ème} Vice-Président,



ARRETE

Article 1:

Une délégation de fonctions est octroyée à Monsieur Philippe SAES, 4^{ème} Vice Président, sous ma surveillance et ma responsabilité, étant précisé que le Président de l'établissement public de coopération intercommunale reste libre de prendre tous actes dans les matières déléguées.

Article 2 : La présente délégation de fonctions porte sur les domaines suivants :

- Coopérations intercommunales et inter-communautaires,
- Contractualisations territoriales,
- Aménagement du territoire communautaire (SCOT, PLUI...),
- Scolaire et périscolaire (hors restauration).

Article 3 : Dans le cadre de la présente délégation de fonctions, la délégation est également accordée à Monsieur Monsieur Philippe SAES pour signer tout document ou courrier lié à des correspondances courantes n'emportant pas décision, ainsi que tout document d'exécution des délibérations du Conseil Communautaire et des décisions prises par le Président dans le cadre de la délégation d'attributions accordée par l'assemblée délibérante.

Article 4 : Monsieur Philippe SAES est par ailleurs autorisé à déposer plainte auprès de l'autorité de police ou de gendarmerie compétente, pour les vols et dégradations commis sur le territoire communal, portant sur le patrimoine mobilier et immobilier de la communauté d'agglomération.

Article 5 : La signature de tous les actes sera précédée de la mention suivante :

« Pour le Président et par délégation ,
Le 4^{ème} Vice-Président,
Monsieur Philippe SAES »

Article 6 : L'arrêté n° 2021/1298 en date du 5 octobre 2021 est abrogé.

Article 7 : Une copie du présent arrêté sera adressée à:

- Madame la Préfète des Landes,
- Monsieur le Trésorier Principal,
- L'intéressé.

Envoyé en préfecture le 07/06/2024

Reçu en préfecture le 07/06/2024

Publié le 07/06/2024

ID : 040-244000808-20240605-2024_0394-AR



Fait à Mont de Marsan, le 5 juin 2024.

Charles DAYOT
Président de Mont de Marsan Agglomération

A handwritten signature in dark ink is written over a blue circular official stamp. The stamp contains the text 'MONT DE MARSAN AGGLOMERATION' and a central emblem. A diagonal line from the signature crosses through the stamp.

Le présent arrêté peut, s'il est contesté dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne ou de sa notification aux intéressés faire l'objet d'un recours administratif gracieux auprès de mes services ou d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau (par courrier ou par la plateforme www.telerecours.fr).